

Fabrice Balanche, Marie-Christine Doceul
14 mars 2007

La Cloche, 14 mars 2007

Espace et politique au Proche-Orient

Fabrice Balanche est chercheur à l'[Institut Français du Proche-Orient](#) où il dirige l'Observatoire urbain du Proche-Orient.

Le but de l'exposé de Fabrice Balanche est de donner quelques pistes de réflexion sur les relations entre « Espace et politique » dans le cadre géographique du Proche-Orient, d'explicitier l'utilité de la géographie politique dans la compréhension de cet espace.

Géographie politique et non géopolitique

Le plus souvent le Proche-Orient sert d'exemple aux concepts de la géographie politique. Il est vrai qu'il s'agit d'un terrain d'affrontement privilégié entre grandes puissances, que les réserves pétrolières suscitent des convoitises et que le conflit israélo-arabe a des implications à l'échelle mondiale. Lors d'un précédent café géographique à Mulhouse, il avait montré comment le Liban était un Etat tampon, c'est-à-dire soumis aux influences extérieures. La guerre de l'été 2006 est un parfait exemple.

Aujourd'hui plutôt que de géopolitique, c'est de géographie politique du Proche Orient qu'il s'agit : de la relation « espace et pouvoir », de la prégnance du politique dans l'organisation de l'espace à partir d'exemple pris en Syrie, au Liban et en Jordanie.

De la géographie régionale à la géographie politique

Sa thèse, (*L'intégration de la région côtière dans l'espace syrien*) devait au départ être une thèse de géographie régionale classique et en fait c'est devenu une thèse de géographie politique. La Syrie possède une ouverture maritime : 200 km de littoral avec deux ports internationaux (Lattaquié et Tartous) et un terminal pétrolier qui servit longtemps à l'exportation du pétrole irakien avant le pétrole syrien. Cette région a une vocation portuaire depuis les années 1950, jusque là, elle était marginalisée à l'écart des grands axes de communication. Les ports de la Syrie actuels étaient Alexandrette pour Alep, Tripoli pour Homs - Hama et Beyrouth - Acre pour Damas.

Les découpages territoriaux du XXe siècle après la chute de l'empire ottoman, l'indépendance séparée de la Syrie et du Liban en 1945, la rupture de l'union économique en 1950 et les relations conflictuelles entre les deux Etats qui se poursuivent toujours ont privé la Syrie de ses débouchés portuaires traditionnels. A partir des années 1950 et plus particulièrement après la révolution baathiste qui enclenche un véritable processus de construction nationale, le gouvernement syrien développe les infrastructures portuaires et les réseaux de communications : autoroutes, chemin de fer ...

La première idée consistait à étudier les modalités de cette intégration et les conséquences sur la région concernée. En fait plus la recherche sur ce processus avançait, plus il en ressortait que le moteur de l'intégration et du développement de la région n'était pas cette fonction portuaire car finalement les ports et leur activité ne suscitaient que peu d'entraînement économique, les entrepreneurs d'Alep et de Damas investissaient peu dans la région malgré ses atouts spatiaux et l'excellent niveau d'infrastructures.

Ce constat a donc obligé F Balanche à remettre en question sa formation universitaire pétrie de cartésianisme et de chorématique, la croyance à un espace homogène, neutre, dominé par des forces économiques organisatrices ou des politiques d'intérêt public. Dans la région côtière, il s'avère que le moteur de la production d'espace et d'intégration nationale est la relation entre le régime de la famille El Assad et sa communauté confessionnelle dont la région côtière est le fief. Donc la thèse portera le sous-titre : « une intégration nationale ambiguë », et la publication qui a suivi un titre encore plus explicite : « La région alaouite et le pouvoir syrien ».

La prégnance du politique au Proche-Orient

A l'échelle locale, nous avons donc une prégnance du politique sur l'organisation de l'espace que l'on trouve partout au Proche-Orient. Certes ce n'est pas une caractéristique du Proche-Orient mais nous y sommes ici particulièrement confrontés ici pour diverses raisons qui vont de la permanence des conflits, en particulier le conflit israélo-arabe, et le fait que nous nous trouvons dans des Etats jeunes, et donc en formation où l'intégration territoriale voire nationale est une priorité des régimes. Ce qui n'est plus le cas dans les vieux Etats d'Europe de l'Ouest.

Le politique est aussi présent parce que nous sommes dans les Etats du Proche-Orient encore largement dans une économie de rente. Dans les économies de rente (directe ou indirecte), le pouvoir est relativement indépendant des contribuables et possède donc une plus grande marge de manœuvre. La faible insertion des économies du Proche-Orient dans l'économie mondiale est aussi une cause de cette prégnance du politique. Ces hypothèses doivent être évidemment débattues avec les politologues et les économistes. Les causes de la domination du politique sur l'économie ne sont pas forcément du ressort de la géographie mais plutôt de la science politique ou économique. Ce qui intéresse davantage les géographes est de comprendre l'importance de ce politique dans la production de l'espace, ce que nous pouvons qualifier de « géographie politique »

La géopolitique s'insère dans la géographie politique

Jacques Lévy définit ainsi la géographie politique : « *L'objet de la géographie politique est d'étudier le rapport entre espace géographique et politique dans l'acceptation large du mot politique c'est-à-dire recouvrant l'ensemble des phénomènes relatifs à l'organisation de la gestion et de la régulation collective de la société* ». Dans cette perspective, la géopolitique s'insère dans la géographie politique, même si la géographie politique ne s'intéresse aux Etats que comme acteurs des relations entre sociétés alors que la géopolitique exprime la relation entre Etats, voire l'organisation supra-nationale (multinationales, religions) et dont l'enjeu est l'appropriation et le contrôle du territoire ».

1- Dans l'aménagement du territoire, la logique de pouvoir l'emporte sur la logique économique

Macrocéphalie et centralisation

La macrocéphalie des Etats du Proche Orient est une évidence tant la centralisation politique et économique favorise la capitale. En Syrie, alors qu'Alep et Damas ont fait jeu égal jusque dans les années 1950, l'arrivée au pouvoir du parti Baath a détruit cet équilibre au profit de Damas. L'agglomération de Damas compte 4,5 millions d'habitants contre 2,2 millions pour Alep. Le découpage administratif a réduit Alep à un simple chef-lieu de province. L'organisation de la desserte routière a réduit son influence économique sur le nord de la Syrie. Au Liban, Beyrouth a bloqué le développement de Tripoli. En Jordanie, Amman s'est constituée au détriment de Irbid.

Ces politiques centralisatrices engendrent des problèmes économiques et provoquent des déséquilibres territoriaux qui, à terme, remettent en cause la stabilité politique des pays concernés. Pour combattre ces déséquilibres, la Jordanie a lancé récemment une timide politique de régionalisation pour redonner une influence à Irbid (au Nord) et à Maan (au Sud). Au Liban nous avons une décentralisation politique de fait puisque les notables (le Druze Walid Joumblat) et des partis politiques (le Hezbollah) profitent des carences de l'Etat pour régner sur une partie du territoire national. En Syrie, en revanche, la centralisation du pouvoir est extrême.

Dans le système politique syrien, tout doit remonter au Président, les ministres ne sont que de simples exécutants. Les citoyens doivent le plus souvent se rendre à Damas pour louer un appartement, dédouaner une voiture, obtenir une bourse d'étude ... Le pouvoir syrien a peur du local car il est entre les mains d'une minorité confessionnelle : les Alaouites (10% de la population syrienne). La petite bourgeoisie rurale alaouite dont est issue la famille El Assad s'est hissée au sommet de l'Etat grâce à l'armée. La réforme agraire, la multiplication des emplois publics, les services divers lui ont permis de se constituer une large clientèle dans la population syrienne, mais le régime alaouite craint toujours le retour des anciens notables, car il sait que les populations démunies sont toujours prêtes à se ranger derrière eux, surtout lorsque l'Etat n'a plus les moyens de les entretenir. Par ailleurs se sont des militaires, ils ont donc une vision hiérarchisée et centralisée du pouvoir qui ne permet guère la décentralisation politique.

La révolte des Frères Musulmans en Syrie (1979 -1982) a failli emporter le régime, car en l'absence de corps intermédiaires, le mécontentement est remonté jusqu'au sommet de l'Etat. Pour éviter une nouvelle contestation, le régime syrien a promulgué une loi sur la décentralisation administrative qui donne plus de pouvoirs aux municipalités. Cependant la loi et la pratique politique restreignent ce pouvoir : le budget provient de la dotation de l'Etat, les maires sont choisis et ils ne peuvent effectuer qu'un ou deux mandats pour éviter la constitution de clans locaux. Le fait d'embaucher sa famille et ses amis à la mairie n'est pas répréhensible en Syrie. Ce qui est répréhensible c'est le fait que le népotisme et la concussion soit une première étape dans la constitution d'un clan ou pour reprendre le terme d'Ibn Khaldoun : une assabyya (un groupe de solidarité dont le but est la prise de pouvoir)

Les résultats en matière d'aménagement du territoire sont discutables : dans les campagnes et les petites villes, la municipalisation permet d'améliorer les conditions de vie. Dans les grandes villes, en revanche, la situation se dégrade avec le développement de l'habitat informel, des quartiers sur lesquels le régime baathiste n'a plus guère de contrôle et qui sont travaillés par les islamistes.

2 - Clientélisme politique et espace

La relation entre les régimes politiques et l'espace au Proche-Orient repose essentiellement sur le clientélisme politique. La qualité de la relation entre les sociétés locales et le pouvoir central influence l'intégration nationale des différents territoires et leur organisation régionale.

Druzes et Alaouites

Avec l'exemple de deux régions en Syrie : la région alaouite et la région druze, on a deux montagnes-refuges, peuplées par des minorités confessionnelles qui ont connu un destin différent en raison de leur différence politique.

La région alaouite (au nord-est du pays) bénéficie des transferts de l'Etat, le moindre village de montagne est relié par une route asphaltée, électrifiée, la population travaille dans l'armée et la fonction publique. En revanche, le Djebel Druze qui est plus proche de Damas est délaissé. Sa population est donc contrainte à l'émigration. On peut donc opposer la montagne alaouite, périphérie assistée et la montagne druze, périphérie qui compte sur ses propres forces.

L'assistance dont bénéficie la région alaouite de la part du régime s'explique par le soutien politique que lui apporte la population alaouite. Cependant ce soutien n'était pas acquis lorsque Hafez El Assad prit le pouvoir. Il procède d'une manipulation politique. Tout d'abord Hafez El Assad a obtenu le soutien des religieux alaouites qui exercent une forte autorité morale sur la société. La propagande agite le souvenir des persécutions des alaouites par les sunnites durant la période ottomane mais aussi les attentats anti-alaouites perpétrés par les Frères Musulmans. Le lien communautaire est mobilisé car il est plus solide que le clientélisme basé sur le simple échange matériel. Hafez El Assad a créé des emplois dans l'armée et la fonction publique pour sa communauté mais ils sont peu rémunérateurs, en bon berger il sait que pour que les chiens gardent le troupeau, il ne faut pas trop les nourrir. C'est une condition nécessaire pour que sa garde prétorienne lui soit toujours fidèle et prête à se battre.

Cependant l'assistance dont bénéficient les Alaouites, à travers le service de l'Etat, tue les dynamiques privées, et à mesure que l'Etat réduit ses transferts, la région alaouite s'appauvrit. Qui plus est, les barons alaouites empêchent toute velléité de développement en dehors de leur tutelle pour préserver leur pouvoir sur leur communauté et leurs monopoles économiques dans la région. Les investisseurs extérieurs évitent donc la région car ils sont rackettés davantage que dans le reste du pays.

Cette situation n'est pas propre à la Syrie. Au Liban, le Hezbollah tente d'enfermer la communauté chiite dans le même système de contrôle. Certes le système libanais marginalise les chiites, tout comme les alaouites l'étaient dans le passé mais Assad comme le Hezbollah renforcent cette marginalisation dans le but d'affirmer leur pouvoir sur la communauté mais aussi sur le pays. Le clientélisme des Druzes de Walid Joumblatt ne fonctionne pas autrement.

3- Ville et politique

L'évolution des rapports de clientélisme politique et la nature des régimes se traduit directement dans l'espace, particulièrement dans l'espace urbain car la ville est un lieu que le pouvoir doit contrôler en priorité.

La ville baathiste en Syrie

Si une ville se montre trop résistante, à moins de détruire son cœur, il faut favoriser une ville concurrente ou un réseau de villes concurrentes. En Syrie, la promotion par le régime baathiste d'un réseau de petites villes autour de Hama est directement liée à l'abaissement de cette dernière par le régime baathiste en raison de son opposition au pouvoir. La destruction du centre de Hama à la suite de la révolte des Frères Musulmans en 1982 (20 000 morts), les tentatives pour détruire celui d'Alep à la même période traduisent cette volonté du régime baathiste de s'emparer de la centralité urbaine dans un but politique.

A Lattaquié, les Alaouites ne sont pas parvenus à s'emparer du cœur commercial de la ville, propriété des sunnites et des chrétiens. Depuis les années 1980, les pouvoirs urbains (municipalités et administrations) ont donc élaboré une stratégie de délocalisation des services publics vers les banlieues alaouites pour créer de nouvelles centralités.

Le nouveau Beyrouth de Rafic Hariri

A Beyrouth, après quinze années de reconstruction, l'organisation spatiale de l'agglomération de Beyrouth est l'expression directe et très lisible des stratégies politiques et économiques des élites dirigeantes libanaises qui ont impulsé le chantier.

L'organisation urbaine du nouveau Beyrouth repose sur des *gated communities* reliées entre elles par des autoroutes : Faqra club (station d'estivage de la montagne libanaise), Eddé Sand (la plage privée la plus chic du littoral), Solidère (le centre-ville reconstruit par Rafic Hariri), l'aéroport, Cap sur ville (un quartier fermé des hauteurs de Beyrouth), Meshref (une zone de villas au sud de la ville) ... un ensemble de lieux créés pour une minorité qui circule en véhicule de luxe ou tout-terrain évitant ainsi le contact, même dans ses plus simples déplacements, avec la majorité appauvrie de la population.

Sur les autoroutes urbaines qui relient le centre-ville, le front de mer et l'aéroport, la circulation est relativement fluide au contraire du réseau préexistant saturé et abandonné par les pouvoirs publics. Mais qu'importe, il faut une liaison rapide qui permette aux riches émigrés libanais et aux ressortissants du Golfe persique de rejoindre en 15 minutes les appartements de luxe qu'ils ont acquis auprès de la société Solidaire (propriété de la famille Hariri).

Le parallèle avec les villes de la côte ouest des USA, telle Los Angeles s'impose. Un modèle qui s'est exporté dans les pays arabes du Golfe et qui se généralise dans les pays soumis à l'influence saoudienne dont le Liban. Cependant à la différence des villes des pays du Golfe, à Beyrouth l'espace est rare. La « ville nouvelle » doit donc se développer sur un tissu urbain préexistant incapable de la supporter sans être complètement déstructuré.

Conclusion

- Le Proche-Orient est un livre d'histoire à ciel ouvert. Du néolithique au conflit israélo-arabe nous avons un condensé de l'histoire de l'humanité et des conflits géopolitiques contemporains. Les sociétés et les organisations politiques de région sont le produit de cet héritage mais non sa synthèse.
- Les divisions inhérentes aux sociétés segmentées sont renforcées par la multitude des référents identitaires, l'autoritarisme des régimes et les influences extérieures. L'ensemble se

conjugue pour entretenir une atmosphère d'instabilité politique qui contraste avec la nonchalance ambiante.

- Tenter une analyse spatiale au Proche-Orient en excluant les facteurs politiques ou en ne leur accordant pas la primauté ne conduit qu'à une approche descriptive où la logique de l'organisation spatiale nous échappe. Certes il n'est pas aisé de pénétrer les arcanes du pouvoir dans des régimes aussi opaques et même de comprendre la société.
- Cependant l'espace est là pour nous renseigner sur ses différents acteurs, infirmer ou confirmer le discours de nos interlocuteurs, car à la différence du politique, l'espace lui ne ment pas, même si comme Potemkine on peut tenter de le faire mentir.

Débat

Jacques Défossé : existe-t-il une économie productive au Liban ?

FB : les Etats proche-orientaux l'ont voulue dans les années 60. Le conflit israélo-arabe a eu comme effet de multiplier les aides des Etats du Golfe. En Syrie, Hafez el-Assad a choisi de privilégier l'autosuffisance alimentaire, et l'industrialisation à l'intérieur de frontières fermées. Mais l'ouverture actuelle des frontières est en train de ruiner l'économie productive. Le Liban a sacrifié son agriculture et son industrie. Hariri soutient le tourisme et la finance. Quant à la Jordanie, elle est toujours une économie de rente alimentée par les aides américaines et venues du Golfe. Aujourd'hui, on assiste à un effort de développement industriel à Aqaba, promue zone franche, mais la main-d'œuvre est chinoise.

Jacques Défossé : la diaspora assure-t-elle un retour financier ?

FB : la diaspora est surtout présente dans les pays du Golfe et dans les pays du nord (Europe occidentale, Amérique du Nord, Australie). Les Syriens ont une diaspora provisoire dans les Etats du Golfe qui peut investir en Syrie, ainsi qu'une diaspora durable dans les Etats du nord qui eux donnent la citoyenneté. Au Liban, la diaspora chiite se retrouve en Afrique du nord, elle tend à investir dans l'industrie libanaise mais rencontre des difficultés du fait des rachats. Les chrétiens libanais eux, investissent dans l'immobilier.

Jacques Défossé : où en sont ces minorités chrétiennes ?

FB : en Syrie, les chrétiens sont moins de 5 % aujourd'hui, alors qu'ils représentaient 10-15 % en 1945. Pourquoi sont-ils partis ? D'une part, les écoles chrétiennes, où la langue d'enseignement était le français ou l'anglais) leur donnaient plus de chances de réussite dans l'exil, et d'autre part, ces minorités faisaient figure de victimes à la moindre instabilité politique, par exemple en 1963 quand le parti Baath décida de nationaliser l'industrie une partie de la bourgeoisie chrétienne décida de partir l'étranger. La scolarisation plus précoce des chrétiens grâce aux écoles missionnaires a aussi permis un contrôle des naissances dès la fin du XIXe siècle.

Il ne faut pas penser seulement les divisions sociales sous le prisme communautaire mais aussi en termes de groupes sociaux et de styles de vie (consommation d'alcool, statut de la femme, émancipation par rapport à la religion ...) qui caractérisent les territoires urbains et ruraux et déterminent les comportements sociaux indépendamment de la religion. Cependant dès que les troubles s'installent, la question communautaire s'avive.

Compte rendu : Marie-Christine Doceul (relu et amendé par Fabrice Balanche)

Pour aller plus loin sur le site des Cafés géographiques :

- [Le Liban, la triste réalité d'un Etat tampon](#) : café géo à Mulhouse avec Fabrice Balanche

- [Espace et pouvoir au Proche Orient](#) : une tribune de Fabrice Balanche
- Tous les articles sur le Proche-Orient publiés : <http://www.cafe-geo.net/recherche.p...>

© Les Cafés Géographiques - [cafe-geo.net](http://www.cafe-geo.net)